Présentation du Pardem sur Radio Bip

Le 20-10-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Radio Bip Philosophie : « Ouvrons la caverne » - été 2016 : Le Pardem (parti de la démondialisation). Enregistré fin juin 2016.

Bonjour. Aujourd'hui Jeanne tu voudrais qu'on s'intéresse à des notions toujours d'actualité en philosophie politique : la souveraineté, la démocratie, la mondialisation et ses institutions, le libre échange, les rapports de force, les partis, etc. Ça risque d'être trop théorique non ?

Non, pas du tout. On ne va pas en faire une approche théorique. On va les retrouver, impliquées, en mouvement, dans ce qu'est réellement le politique, c'est-à-dire les conflits qui le constituent, les rapports de force, la fragilité de la démocratie.

Mais à travers quelles périodes ? Autour de quels enjeux ?

L'enjeu est toujours celui du choix de société. Le thème de la mondialisation néolibérale nous ramène à ce choix... Sur la toile, quelques idées forces du Pardem (parti de la démondialisation) offrent une grille de lecture peu courante de l'histoire, du but et des conséquences de la mondialisation néolibérale.

Quelles idées forces par exemple ?

Une idée essentielle du Pardem est que la mondialisation néolibérale est fondée sur la nécessité vitale, pour les classes dominantes, de trouver une parade efficace face aux conquêtes sociales du XX^{e} siècle

Conquêtes sans doute comme le New Deal aux Etats Unis en 1933, le Front Populaire en France en 1936, l'économie mixte en Europe de l'Ouest de 1944 à 1948, les acquis sociaux des années 60 et 70... C'est sûr que ces acquis sociaux n'arrangeaient pas les taux de profit de la classe dominante. Même le fascisme n'avait pas réussi la parade contre les effets des acquis sociaux.

Tant que la souveraineté des Etats nations pouvait s'exercer, l'oligarchie internationale n'était pas sûre de continuer sa domination.

C'est ça : le néolibéralisme a alors compris qu'il avait tout intérêt à supprimer - sans en avoir l'air - la souveraineté des Etats nations, ce qui revient à détruire la politique et la démocratie au bénéfice d'institutions supranationales comme, entre autres, l'Union européenne. C'est pourquoi l'idée force du Pardem est que,

pour en sortir réellement, ce n'est pas des rustines qu'il faut. Ce qu'il faut c'est sortir de l'Union européenne et c'est démondialiser...

C'est-à-dire, donc, redémocratiser l'Etat, démanteler le capitalisme néolibéral, sortir de toutes les institutions constitutives du néolibéralisme. Pour ça il faut déstructurer le projet libéral en s'attaquant à la base qui le fonde.

Cette base, c'est ce que le Pardem appelle les trois piliers sur lesquels repose le projet néolibéral de destruction de la souveraineté nationale.

Le premier : c'est le libre échange. Le libre échange met en concurrence, non seulement des produits, mais des systèmes sociaux, au détriment de ceux qui avaient pu obtenir des acquis sociaux importants. Ce ne sont pas seulement des prix différents qui se font face dans le commerce extérieur ; il s'agit de systèmes sociaux, historiques et politiques différenciés, qui n'ont plus l'initiative des productions nationales. Donc perte de souveraineté.

Par conséquent, présenter le libre échange comme un facteur de paix et d'ouverture est une contre-vérité : il entraîne perte de souveraineté nationale, déstabilisation et tension internationale... Des tensions, évidemment, parce que ce sont des systèmes sociaux et politiques qui se confrontent, à travers ***une seule*** *information, réductrice : un prix de vente. On n'y pense pas, mais ce fameux prix est le résultat de facteurs croisés qui ont peu de rapport avec un « marché »... Les prix différents de produits similaires traduisent deux manières différentes d'organiser la société (système de production, du travail, d'exploitation, de plus value, taxes, cotisations sociales, système bancaire et monétaire, etc.). On ne s'en rend pas compte parce qu'on se limite à comparer les prix hors des réalités sociales (les voitures Logan par exemple).*

Or, la théorie du libre échange nous affirme - relève le Pardem - *« qu'il ne faut pas s'inquiéter de ces contrastes immenses, car la concurrence libre, uniquement guidée par la confrontation entre deux prix, se chargera d'organiser automatiquement l'ajustement entre ces deux sociétés, et au mieux pour chacune d'elle ».* Voilà, la seule régulation est celle du marché international....

Chaque société, face à la brutalité de la concurrence va devoir abandonner les secteurs non concurrentiels. Quant aux pays du tiers-monde, ils sont coincés dans des secteurs fragiles peu rentables...

Ces analyses montrent l'importance de la souveraineté de l'Etat nation et comment, en la détruisant, c'est tout le système de production qui est transformé, et donc la qualité de la vie. Le premier pilier du néolibéralisme est donc le libre échange. Et les autres piliers ?

Le deuxième est la libéralisation financière, explique le Pardem.

C'est le libre échange appliqué à l'argent d'où la spéculation massive à l'échelle du globe. Il réorganise la production mondiale en exploitant les sociétés à bas salaire et sans protection. Si les Etats n'exécutent pas ces principes du néolibéralisme, ils sont menacés. La financiarisation des économies nationales et des budgets publics est une arme de destruction massive de la démocratie. Aucune entrave ne doit plus subsister aux mouvements des capitaux afin de pouvoir redistribuer la production mondiale là où existe le moins de rapports de forces défavorables au capital...

En même temps, l'électronique aidant, des sommes spéculatives énormes peuvent apparaître ou disparaître en une seconde. D'où, entre autres, les crises financières qui mettent à bas l 'économie réelle. Nous avons subi plus de trois décennies de reculs sociaux continus, sans que plus aucun rapport de forces ne puisse faire fléchir le capital. Et sans pouvoir obtenir la moindre conquête sociale substantielle. Nous subissons « la destruction méthodique de tout ce que nous avions collectivement eu tant de mal à obtenir »*, rappelle le texte qui nous intéresse ici.*

C'est pourquoi un autre texte du Pardem juge que « *tous les responsables syndicaux et politiques qui ne proposent pas une rupture immédiate, radicale, avec ces deux piliers fondamentaux du capitalisme néolibéral sont objectivement passés du côté du capital et contre la démocratie.»*

Le troisième pilier est constitué par les traités internationaux etles institutions multilatérales. Ils sont les gardiens juridiques de l'ordre néolibéral mondial. Ils empêchent toute pression démocratique. Les trois piliers ensemble visent à permettre l'activité la plus libre possible pour les firmes multinationales. Ces firmes, évidemment, sont possédées par les classes dominantes ; elles assurent la captation des profits.

Les institutions multilatérales ne servent qu'à faire exécuter ces traités néolibéraux. Les pays qui les signent, et qui entrent donc dans ces institutions supranationales, subissent les contraintes de fer de la dérégulation commerciale et financière.

A propos de ces institutions, le texte dit *« La réalisation la plus radicale et la plus aboutie de ce projet est bien évidemment la fameuse « Union européenne ».« Quelle étrange « union » que celle qui impose à ses membres la seule et unique concurrence dérégulée comme moyen exclusif de collaboration économique ».*

C'est bien une union : mais c'est l'union des classes dominantes européennes contre les peuples des pays européens !

Cette analyse du Pardem nous plonge dans la politique en mouvement. Elle existe, la politique, parce qu'existent les conflits, les luttes. Elle montre, cette analyse, combien, comme on l'a vu la dernière fois, le consensus total est une illusion. Nous sommes en présence de deux adversaires, un « eux » et un « nous » comme dit Chantal Mousse, qui s'affrontent dans un rapport de forces acharné : oligarques contre dominés (clivage plus réel que la confrontation gauche/droite qui a perdu son sens en conséquence des renoncements de la social démocratie..).

Et puis les idées de ces textes mettent en évidence les enjeux majeurs de la vraie politique, non réduite au triste spectacle de gesticulations et de bavardages...

La mal nommée « Union européenne » est bien, d'après ces textes, l'union des classes dominantes européennes contre les peuples des pays européens. Cette « union » est si peu unificatrice qu'elle divise, non seulement les peuples, mais les pays du nord, mieux nantis, et les pays du sud....

Les institutions européennes, comme toutes les institutions supranationales néolibérales tels l'OMC ou le FMI, complètent et garantissent les deux premiers piliers. Elles renforcent le projet pourtant déjà radical de suppression de la politique et de la démocratie puisqu'il n'y a plus de souveraineté populaire. Ces institutions, parodiées dans un pseudo « parlement européen », élaborent les directives qui devront impérativement être traduites en autant de lois nationales. Ce qui est contraire aux principes démocratiques.

« Parodie de parlement européen » puisque c'est un parlement sans Etat, sans peuple souverain, sans initiative de la loi. C'est une contradiction radicale avec les principes de base de l'Etat de droit. Patiemment, il s'est donc bien agi de dissoudre les souverainetés nationales, de les remplacer par d'autres, supranationales, considérées comme supérieures. Tout cela a été tellement progressif, subtil, sournois, que les populations - auxquelles on disait que ces changements visaient la paix - ont eu le temps de s'habituer et n'ont réalisé que bien plus tard ce qui était en train de se faire... C'est que, en même temps, œuvrait - et œuvre toujours - la guerre idéologique, soutenue par les grands médias planétaires.

D'autres textes du Pardem, son programme en fait, démontrent que la démondialisation consiste à retrouver la souveraineté nationale et à rendre possible la démocratie, en s'attaquant à ces trois piliers.

Mais comment tout cela a-t-il pu se produire ? Il faut remonter aux dernières décennies pour comprendre comment, chaque fois que les classes dominantes sont en danger, elles trouvent une voie nouvelle pour

reprendre les rênes, l'initiative et les pouvoirs..

Voyons, toujours à travers l'analyse du Pardem, quelques étapes de l'état des rapports de force de ces dernières décennies. Que s'est-il passé pour le capital confronté aux conquête sociales du début du XX^{e} siècle ?

Pour se protéger des processus démocratiques de la souveraineté nationale, les dominants devaient transformer la forme institutionnelle du capitalisme en se dégageant le plus possible du cadre de la souveraineté nationale qui commençait à menacer les taux de profits. Il fallait donc freiner les conséquences des conquêtes sociales du début du XX^{e} siècle et celles qui ont suivi la première guerre mondiale.

C'est que le mouvement ouvrier s'était organisé en syndicats et partis politiques de masse nationaux.

Les citoyens pouvaient enfin peser sur l'élaboration des lois... Alors qu'au XIX^{e} siècle toutes les institutions politiques administratives et juridiques étaient la chasse gardée des classes dominantes.

Des manœuvres antidémocratiques avaient été tentées allant, dans le pire des cas jusqu'au **fascisme.** Mais les bouleversements de la Deuxième guerre mondiale ont montré aux puissants que cette solution ne pouvait durer et qu'elle était contre-productive. En effet les réactions ont abouti à une démocratisation sans précédent des Etats occidentaux.

Les classes dominantes devaient donc trouver d'autres voies pour garder leurs privilèges, d'autant qu'en Europe les Etats vivaient une extension inédite de la fonction publique dont les nombreux agents échappent au marché du travail. On comprend l'inquiétude des dominants, d'autant que les nationalisations et la sécurité sociale permettaient de socialiser directement des sommes gigantesques ponctionnées sur la valeur ajoutée.

Du coup, le rapport de forces capital-travail jusqu'alors uniquement favorable au capital s'est rééquiibré : progrès importants du droit du travail, planificaion de l'économie, rôle important des syndicats dans les entreprises, et du parti communiste de masse après son rôle immense contre le nazisme et dans la Résistance. Bref, un nouveau paysage institutionnel incomparable par rapport à la toute puissance que le capital avait connue au XIXe siècle malgré les luttes sociales. Le capital n'avait plus qu'à démanteler les processus démocratiques d'une manière plus efficace et plus subtile. Et durable... C'est la **mondialisation libérale du capital qui réalisa l'idéal des classes dominantes.** Nous retrouvons ici l'idée centrale de l'analyse.

Finalement, le XIX^{e} siècle a été celui du capitalisme triomphant. Le XX^{e} celui qui a contraint le capitalisme à transiger sur des questions essentielles. C'est le siècle des conquêtes sociales.

Voilà, on y arrive ! C'est alors la mise en place du projet de suppression discrète et progressive de la politique et de la démocratie par l'instauration des trois piliers dont nous avons parlé : le libre échange, la financiarisation et les traités internationaux.

Les futures caractéristiques de la mondialisation néolibérale actuelle ont été testées après la Première guerre mondiale, avant la deuxième. Ces aspects essentiels (les trois piliers) se complétaient ; ils déconnectaient les choix économiques, des capacités d'intervention des parlements nationaux. Ils libéraient le capital des initiatives législatives autonomes.

Sous la pression américaine, avec l'aide de néolibéraux européens de gauche et de droite, sont jetées les bases de la future « Union européenne », avec la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) et avec le traité de Rome de 1957. Les traités internationaux se mettent à pulluler s'appropriant de plus en plus de domaines jusqu'alors réservés aux Etats souverains. Dérégulation commerciale, généralisation du libre échange, fin des accords de Bretton Woods (1944) sur le système monétaire des parités de change fixes, etc.

Il y a finalement eu une transformation radicale des structures de la forme institutionnelle du capitalisme. Les première conséquences de ces changements structurels sont très visibles dès les années 70 : chômage structurel qui discipline le salariat, début de l'instabilité monétaire et financière etc.

Mais, surtout on assiste en Europe dans les années 80, au début d'un virage à 180 degrés avec le gouvernement de François Mitterrand dans la France de 1983. C'était une politique novatrice intégralement néolibérale (contraction de l'économie, désindustrialisation massive, monétarisme, dérégulation financière et commerciale, privatisation massive des entreprises publiques et création d'un vaste marché financier ouvert à tous les vents).

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement Mitterrand avec Jacques Delors élabore un projet d'accélération massive de la déconstruction, à l'échelle européenne, des bases institutionnelles

sur lesquelles reposaient les caractéristiques politiques des sociétés européennes : les souverainetés nationales sont vidées de tout contenu au bénéfice des institutions radicalement anti-démocratiques européennes uniquement chargées d'appliquer les traités néolibéraux... D'où impossibilité de tout retour en arrière.

Cette nouvelle forme du capitalisme a réalisé ce qu'avait été bien incapable de faire durablement la tentative fasciste : c'est-à-dire supprimer le caractère politique des sociétés étatiques sans que les populations de ces Etats s'aperçoivent de la suppression progressive mais radicale de tout ce qui rendait possible les processus démocratiques.

C'est que tout cela a été réalisé palier par palier en prenant grand soin de laisser ***formellement*** *subsister les institutions de l'Etat de droit : élections, constitution, parlement, etc. principes qui ne sont plus que des apparences.*

Finalement, même si beaucoup des acteurs de ce système ont cru - et croient - bien faire, et tentent encore de nous convaincre que tout le monde y gagne, l'objectif de la classe dominante, de l'oligachie des possédants, cache un objectif inavouable. Je cite le Pardem : *« Vous devez progressivement abandonner toutes vos victoires sociales et démocratiques face à la concurrence des pays sans droits sociaux et démocratiques, auxquels nous avons ouvert tout grand les frontières, et qui force les entreprises à disparaître ou à s'adapter, à contraindre les gens à accepter de baisser sans cesse leurs droits chèrement acquis après des décennies de luttes démocratiques ».*

Voilà donc un tableau très succinct des trois piliers stratégiques de la mondialisation néolibérale et de ce qui s'est passé ces dernières décennies. C'est le pire piège, efficace et subtil, élaboré et exécuté par les classes dominantes pour échapper aux rapports de forces démocratiques.

Devant tout cela on se dit que si les analyses du Pardem ont une part de véracité, les peuples sont des ***cocus****... D'ailleurs il n' y a qu'à penser au peuple grec écrasé par les forces dominantes de l'Union européenne.*

Si on n'avait pas compris le rôle de la souveraineté au niveau théorique de la philosophie politique, et l'idée de « rapports de forces ».... ces analyses nous en donnent une illustration vivante.

Pour réagir à ce meurtre parfait de la démocratie, le Pardem écrit *: « Puisque les classes dominantes ont été assez subtiles pour laisser subsister les processus électoraux et la forme des institutions de l'Etat de droit, il faut s'en emparer pour restaurer les conditions institutionnelles qui seules permettent la démocratie....Il faut le faire tant qu'il est encore temps et que nous avons encore le souvenir de l'époque où nous étions collectivement souverains, afin de déclencher ce sursaut commun ».*

On retrouve l'idée soulevée lors de la dernière émission que la lutte politique est celle d'un rapport de forces

qui vise à changer l'hégémonie, le pouvoir entier dominant, par une autre hégémonie, à construire...

Je reviens à ce que tu disais en introduisant ces textes, qu'ils venaient de messages d'un nouveau parti, le Pardem, parti de la démondialisation... Il faut un sacré courage à un parti aujourd'hui, non seulement pour faire passer des idées si transformatrices, mais aussi parce que les partis ne sont pas en odeur de sainteté.

C'est vrai, mais parce que, sans souveraineté nationale qui garantit le fonctionnement de la démocratie, les partis perdent leur rôle de moyen de la démocratie. On les accuse souvent d'être devenus les instruments de la confiscation de la souveraineté du peuple, de s'être transformés en machine, de s'être repliés sur leur univers interne ne visant que leur propre croissance. Ils seraient facteurs de division.

Selon le dictionnaire de philosophie politique, il y a deux manières de concevoir les partis politiques : la plus ancienne, idéologique et sociologique, vise à comprendre les fondements de l'opposition entre les différents partis, à analyser les facteurs structurant des différents partis. L'autre conception moderne, est institutionnelle. Elle consiste à saisir le parti en tant que forme politique, structure d'organisation de la démocratie. Le parti a aussi un rôle technique par un ensemble de rôles ponctuels dans le fonctionnement de la démocratie, l'organisation des élections , la sélection des élites, la formation du personnel politique...

La réflexion sur les partis est redevenue importante parce qu'elle est le centre de la réflexion sur la réorganisation de la démocratie et sur le déficit démocratique des sociétés contemporaines.

Dans un de ses textes, le Pardem montre le rôle indispensable des partis de masse pour le fonctionnement de la démocratie. Alors que le consensus mou qui accepte les normes de la mondialisation comme un destin vers une ère pacifique juge les partis inutiles, voire nuisibles...

Les processus représentatifs, notamment l'ensemble parti politique-élections-parlement, n'ont plus qu'à appliquer les décisions extraparlementaires, non démocratiques. Comment s'étonner des désaffections ?

Il faut dire aussi que l'absence de mise en lumière des grands enjeux joue un rôle certain dans la désaffection des citoyens pour les urnes et les partis politiques. Alors que lorsqu'il y a des enjeux importants, les citoyens se mobilisent, comme cela a été le cas en 2005 contre le Traité constitutionnel européen, et en 2010 à propos des retraites...

Bien sûr tout cela joue en faveur du découragement dans l'abstention... Il faut quand même préciser, puisqu'on parle des partis, que les partis politiques de masse, de milliers de militants, dès leXXe siècle ne sont plus ceux du XIX^{e} siècle où les conflits n'étaient qu'internes au parlement des notables. Les partis de masse, eux, structurés nationalement, s'adressaient directement au suffrage universel de millions d'électeurs. D'ailleurs, sans les débats des partis, les citoyens seraient bien moins informés et éclairés qu'aujourd'hui.

Sans les syndicats non plus. Est-ce que les citoyens auraient été si informés sur la réalité de la loi El Khomri par exemple, sans les débats que les syndicats, notamment la CGT, ont porté sur la place publique ?

Et puis comment oublier que ce sont les partis politiques de masse, au XX^{e} siècle qui ont fait entrer les masses en force dans l'enceinte parlementaire jusqu'alors chasse gardée des élites...

Comme cela se fait aujourd'hui dans les chambres des instances européennes...

Il faut aussi retenir que l'immense majorité des progrès sociaux a été réalisée grâce à la création du parti politique de masse. Les mouvements sociaux, seuls, risquent d'être peu efficaces. Même les luttes sociales massives du Front populaire, sans le relai de la SFIO et du PC, n'auraient sans doute pas été aussi fécondes....

Oui, mais aujourd'hui, sans souveraineté nationale, sans fonctionnement démocratique de l'Etat nation, les partis ne peuvent plus peser sur les choix économiques. Du coup, les mouvements syndicaux et les mobilisations populaires massives ne peuvent que freiner momentanément le démantèlement des acquis sociaux.

C'est ainsi qu'en Europe, depuis la mondialisation, la dynamique de l'émancipation est bloquée...

Il est donc indispensable, selon le Pardem, de combattre les récits postmodernes sur la supposée obsolescence des partis politiques...

On va s'arrêter là pour aujourd'hui. Nous reparlerons de tout cela à d'autres occasions.

Au revoir et bravo aux auditeurs qui ont fait l'effort de s'accrocher... Ciao...

N.B. Une émission bi-mensuelle sera diffusée à Radio Bip, qui fera connaître des extraits du programme du Pardem.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire